

GUINÉE ÉQUATORIALE

ENJEU

La situation des droits de la personne en Guinée équatoriale continue néanmoins de préoccuper le gouvernement du Canada.

CONTEXTE

Théoriquement, la Guinée équatoriale est une république constitutionnelle pluraliste disposant d'instruments de garantie des droits de la personne, lesquels assureraient efficacement la protection des citoyens de ce pays. Dans les faits, il s'agit d'une dictature et les citoyens vivent sous surveillance. L'emprise que le Président Obiang Nguema Mbasogo détient sur le pouvoir est tributaire de l'efficacité de sa Sécurité d'État (qui comprend notamment une garde présidentielle forte de 800 hommes dans son palais). Cette unité fait totalement fi de la loi. L'ethnie fang possède le monopole du pouvoir politique et économique, ainsi que du pouvoir judiciaire, au détriment des ethnies bubie, ndowe et ibo. Le népotisme est érigé en système. La constitution reconnaît l'égalité entre les sexes, mais les traditions culturelles relèguent toujours les femmes au rang de citoyennes de seconde zone. Le Gouvernement ne condamne pas la violence faite aux femmes. Il n'existe pas de syndicats indépendants et la presse est muselée.

Une élection présidentielle prématurée a eu lieu le 25 février 1996. Comme par le passé, aucun mécanisme n'était en place pour assurer la neutralité du processus électoral. L'organisation Amnistie Internationale a fait état de l'emprisonnement ou de la torture de nombreux opposant politiques la veille de l'élection. Aucun des dirigeants des véritables partis d'opposition n'a accepté l'invitation du Président de faire partie du nouveau Gouvernement d'unité nationale, annoncé le 18 avril. Les dirigeants de l'opposition ont fait valoir que le Président avait refusé de prendre en considération leurs revendications minimales en faveur de la libéralisation du climat politique. En août 1996, le régime a invité les partis à engager un dialogue, mais cette démarche n'a produit aucun résultat concret.

Bien qu'en février 1997 le Président Nguema Mbasogo ait publiquement ordonné aux forces de sécurité de ne pas entraver les activités politiques pacifiques, les arrestations de militants politiques se sont poursuivies et elles se sont même aggravées peu de temps après la signature, fin avril, d'un nouveau pacte national entre le Gouvernement et la plupart des partis d'opposition. Trois partis d'opposition sont particulièrement visés : le FDR, la Convergencia para la Democracia Social (CDPS) et le Partido del Progreso (PPGE), dont les membres étaient visés depuis quelques semaines, après que le Gouvernement eut affirmé que le dirigeant du parti, Severo Moto, avait ourdi un complot afin de renverser le gouvernement en mai 1997.

Les relations avec l'Espagne ont été suspendues le 18 septembre, 24 heures après le refus de Madrid de retirer le droit d'asile accordé au dirigeant du PPGE, qui vit en exil depuis qu'on l'a impliqué dans le complot contre la sûreté de l'État en mai. Ultérieurement, M. Moto devait donner à entendre au quotidien espagnol *El País* qu'il avait effectivement été mêlé à la conspiration.

Le 5 novembre 1997, les forces de sécurité gabonaises ont appréhendé à Libreville, au Gabon, deux membres de l'opposition en Guinée équatoriale, Felipe Ondo Obiang et Guillermo Nguema Ela; on les a transférés le jour même à Malabo, capitale de la Guinée

8

9

10

11